

Bonnes nouvelles

(pour le retrait du projet de loi, manifestons à nouveau)

C'est sûr maintenant, voilà le printemps qui est arrivé. Ça bourgeonne dans les rues, les lycéens, les étudiants, les jeunes en galère, ils sont là, à manifester, à dénoncer des reculs sociaux. Il y a aussi des salariés, des retraités, des chômeurs, des intermittents, des précaires, des gens du public comme du privé, toute une population qui exprime son ras le bol, sa colère contre une politique pro-patronale, profondément antisociale, qui remet en cause des droits, qui s'attaque au niveau de vie de nous tous.

Cela fait longtemps que nous attendons que le mouvement social se réveille, ce qui semble être le cas. Le 9 mars suivi du 17 mars, ont été deux journées de mobilisation encourageantes. Et il y a une suite avec le 24 mars et le 31 mars et puis après, car les organisations étudiantes et lycéennes prévoient déjà de nouvelles dates de mobilisation courant avril.



Il y a bien sûr la journée du 31 mars qui devrait être une très grosse manifestation. Mais tout ne pourra pas se jouer sur un jour, sur une manifestation. Il s'agit de construire un mouvement social profond qui permette de changer le rapport de force et qui fasse peur au patronat, au gouvernement, à tous ceux qui croient qu'il est possible de faire plier la population éternellement.

Nous ne savons pas si le temps est venu de retourner la situation. Nous disons que c'est possible, qu'il y a une brèche, un moment où la confiance peut changer de camp et donc qu'il faut y aller maintenant.

C'est pour cela que la CGT-Ford appelle à tous les rendez-vous, que nous agissons pour aller vers un vrai « tous ensemble », exigeant le retrait de la loi Travail tout en sachant que nous avons bien plus à exiger, que l'enjeu c'est tout simplement imposer l'arrêt des reculs sociaux et des réponses urgentes aux besoins sociaux.

MANIFESTATIONS CONTRE LA RÉFORME DU CODE DU TRAVAIL

SI JE M'ÉCOUTAIS, J'Y RAJOUTERAI L'INTERDICTION DU DROIT DE GRÈVE !

DU CALME, MANU, DU CALME



ALLEZ ON REMET ÇA, JEUDI 24 MARS

Ce jeudi sera le troisième rendez-vous du mouvement contre la loi travail dite « El Khomri ». La CGT-Ford se joint à nouveau à l'initiative des organisations de jeunesse, suivie par certaines organisations syndicales de salariés. D'ores et déjà nous appelons à l'action pour le jeudi 31 mars.

Pour les 2 jeudis qui viennent, nous appelons à faire grève, à débrayer et à rejoindre la manifestation. **Pour ce jeudi 24 mars :**

RENDEZ-VOUS À 12H30

PLACE DE LA VICTOIRE, À BORDEAUX

NAO : C'EST PARTI !

On l'entend déjà, la direction va jouer celle qui est outrée devant des revendications jugées irraisonnables, irréalistes voire fantaisistes. Effectivement, demander une augmentation de 150 euros pour toutes et tous par mois alors que nous n'avons que 20-30 euros habituellement, cela paraît osé.

D'abord ce sont des gens qui gagnent autour de 12 000 euros brut mensuel qui expliquent qu'il est possible de vivre avec 5 ou 6 fois moins, environ. Ensuite, ces gens-là sont moins choqués des revenus de plusieurs millions des dirigeants de la FMC, ni des 12 milliards de dollars redistribués aux actionnaires depuis 4 ans. Enfin, ce sont encore les mêmes qui justifient encore et encore de se serrer la ceinture (pour les ouvriers et employés bien sûr) alors que le niveau des profits est historique, alors que même en Europe les finances sont au vert !

Alors quoi faire ? Se résigner aux injustices, subir l'égoïsme des dirigeants ? Nous disons qu'au contraire, il est largement l'heure de réclamer notre dû, de parler d'un partage des richesses moins inégalitaire, de remettre en cause le détournement des richesses produites dans la poche d'une poignée de dirigeants et d'actionnaires.

Oui les choses doivent changer mais cela ne se fera pas sans que nous agissions. Préparons-nous !

C'EST QUAND QU'ON VA OÙ ? (SAISON 2)

Grande question du moment, comment doit-on le prendre ? Nous n'avons aucune information, aucun écho de la direction de Ford Europe concernant les choix qu'elle doit faire sur le lancement d'une éventuelle nouvelle production pour notre usine. La dernière fois qu'elle nous a parlé c'est début décembre 2015, elle nous disait que l'information tomberait début deuxième trimestre 2016 (1^{ère} quinzaine d'avril), après nous avoir dit que ce serait courant premier trimestre 2016, après nous avoir dit que ce serait à la fin de l'année 2015.

En clair, les délais sont toujours repoussés. Nous sommes quand même fin mars ! La direction locale, c'est simple, elle ne sait rien. A ce qu'elle nous en dit bien sûr. Alors voilà, on attend.

En soit, on pourrait ne pas s'inquiéter plus que ça, il suffirait juste d'être patient et d'attendre fin juin ou peut jusqu'à septembre ou fin 2016. En fait, c'est à partir de quel moment qu'il faudrait s'inquiéter et tirer la sonnette d'alarme ?



HAUTES TENSIONS ?

La volonté de produire avec le moins de postes possibles a des conséquences à plusieurs niveaux.

Ça commence par des postes plus pénibles, plus chargés avec une multiplication de tâches. Depuis un ordinateur ou depuis un bureau, la dégradation des conditions de travail ne se perçoit pas de la même manière. Alors les collègues trinquent mais c'est décidé par en haut, c'est supportable si on y met de la bonne volonté !

Les suppressions de postes ont un effet pas très « kiss cool ». Car des réorganisations des secteurs s'en suit immédiatement une désorganisation du travail. Le résultat ce sont les tensions, les conflits. La pression augmente pour imposer à faire la même chose voire plus parfois (!) avec moins de personnel.

Certains TL et contremaîtres finissent par dérapier à force d'exiger plus d'effort et plus de disponibilité, à force de surveiller les allées et venues des salariés. Le danger que nous voyons aujourd'hui c'est une dégradation des relations entre hiérarchie et salariés ou entre salariés eux-mêmes. L'important aujourd'hui c'est bien de s'opposer aux suppressions de postes.

A part l'annonce que nous n'avons pas, il faut dire que nous n'avons vraiment aucun indice qui nous rassure. L'effectif diminue de mois en mois, sa moyenne d'âge est élevée (50 ans bientôt !), des postes sont supprimés sans cesse, des astreintes et heures supplémentaires sont imposées pour rattraper le manque de personnel, les usures et fatigues physiques ou morales augmentent et se traduisent par un taux d'absentéisme en augmentation, des secteurs comme le TTH ne sont pas entretenus, des anciens partent sans assurer une formation pour leurs remplaçants (outillage, affûtage, maintenance), plus le temps passe et plus les compétences se réduisent aussi dangereusement.

Autre chose, notre expert Sécafi n'arrive pas à obtenir les documents concernant le plan de production des différentes activités pour les 3 prochaines années.

Tout cela fait beaucoup. Il va devenir urgent de s'y remettre, ne faudrait-il pas recommencer comme en 2008 ?



VIOLENCES INJUSTIFIABLES

Les gouvernements et les États ont toujours craint les mouvements de la jeunesse, en France comme ailleurs. Les mauvais souvenirs sont nombreux : il y a 10 ans avec la victoire contre le CIP, il y a 50 ans avec mai 1968, par exemples. Ces mouvements sont dynamiques, enthousiasmants et donc entraînants et donc dangereux pour les pouvoirs.

C'est ce qui explique sans doute la répression violente de la police dans certaines villes, dans certaines universités. Des véritables traquenards ont même été tendus contre les jeunes les plus déterminés. Des images ont circulé sur les réseaux sociaux montrant les forces de l'ordre frapper, bousculer, embarquer pour mettre en garde à vue.

On voit même, scènes classiques, des policiers en civil s'infiltrer dans les manifestations, non pas pour protéger mais bien pour provoquer des tensions et des dérapages. Tout ça pour après dénoncer les soi-disant irresponsabilités et violences des jeunes.

Nous dénonçons ces agissements et cette répression sauvage. La jeunesse en mouvement à raison, à nous de les suivre dans la brèche qu'ils ouvrent.